

Intersyndicale CFDT-CGT-FSU-SUD de la BnF

25 RAISONS DE NE PAS BAISSER LES BRAS

Depuis plusieurs années, les services publics subissent une politique agressive de démantèlement. Commencée avec la Révision Générale des Politiques Publiques, elle est poursuivie par le gouvernement actuel sous le nom de Modernisation de l'Administration Publique.

Cette remise en cause des services publics touche directement le ministère de la Culture, qui connaît en 2013 la plus forte baisse de budget depuis sa création.

Les conséquences négatives de cette politique se font aussi sentir à la BnF, ce qui remet en cause son rôle de grande bibliothèque démocratique et encyclopédique :

- Baisse de la subvention reçue par la BnF de 4,2 millions d'euros en 2013.
- Suppression de 59 postes, en équivalent temps plein sur toute l'année 2013.
- Diminution des acquisitions (-25 %) et du budget de la conservation.
- Aliénation d'une partie du bâtiment de Tolbiac au profit d'entreprises privées (salles de cinéma de MK2).
- Dégradation des conditions d'accueil des usagers et abaissement de l'offre documentaire.
- Perte de sens de certaines de nos missions (catalogage dérivée, acquisitions sur profils...).
- Diminution des marchés de nettoyage, de surveillance, de restauration...

Dans le même temps, afin de recueillir les fonds du grand emprunt, la BnF a mis en place une filiale, « BnF partenariat », qui passe des accords avec des sociétés privées pour vendre l'accès, devenu restrictif, à des documents numérisés issus de nos collections patrimoniales. Ce qui revient à privatiser le patrimoine public pendant dix ans, afin de permettre à ces sociétés privées de dégager des bénéfices. Cela malgré le désaveu de la communauté professionnelle et scientifique.

Le coût humain et moral de tout cela est lourd : la charge de travail ne cesse de s'alourdir, avec un effectif en constante diminution et les conditions de travail ne sont plus supportables. Ce qui ne peut que créer de la souffrance au travail (fatigue, arrêts-maladies, sentiment de dépossession de son travail...). Par ailleurs, les contrats occasionnels de précaires se multiplient et les avancées obtenues en 2008 pour les droits des vacataires sont remis en cause.

De son côté, la direction de la BnF a organisé des réunions dans les départements afin de présenter les fameuses 25 pistes d'économies qu'elle veut mettre en œuvre. Mais, sous couvert de « concertation », il s'agit bien d'imposer une dangereuse cure d'austérité aux personnels et non pas d'entendre la parole des collègues et de réfléchir ensemble.

Dans ces conditions, il est temps de réagir et de reprendre l'initiative. Il faut défendre nos métiers, nos conditions de travail et les missions de service public auxquelles nous sommes attachées. Mais il faut aussi refuser catégoriquement l'intrusion d'intérêts privés dans le domaine de la Culture publique et la marchandisation du patrimoine collectif. C'est pourquoi nous vous appelons à prendre part à l'assemblée générale qui se tiendra le :

JEUDI 28 FEVRIER, A 12h30

LOCAUX SYNDICAUX, T4, A2